



## Le 18 novembre 2014, rejetons par la grève, les régressions annoncées dans le cadre de la démarche stratégique !

Les sections CGT Finances Publiques de Bourgogne appellent les agents à se mobiliser massivement le 18 novembre 2014 et à s'inscrire dans la grève afin de rendre visible leurs mécontentements et leurs exaspérations face aux politiques et méthodes mises en œuvre dans notre administration.

Aujourd'hui, nous n'en sommes plus au stade des inquiétudes ou des projections.

Des pistes de réflexions ont été proposées aux directeurs locaux et des mesures concrètes vont être prises dans le cadre d'un plan triennal 2015-2018. Les informations dont nous disposons nous laissent penser que les agents et les missions vont connaître de grands changements... Pas dans le sens d'un progrès, pour les usagers et les agents, ni d'une amélioration des conditions de travail et des rémunérations.

**Ainsi, à titre d'exemple**, sous les prétextes conjugués de réduire les dépenses publiques afin de financer l'appétit sans fin du patronat, à travers des exonérations de cotisations et des crédits d'impôts (le CICE bien connu des SIE), l'ensemble du réseau va devoir *contribuer* à sa façon :

- suppressions des *petits postes de trésoreries* (on parle de 800 postes comptables C4 en moins en 3 ans) ;
- la **gestion des hôpitaux** regroupée ainsi que les **paieries**, les **SIE** connaîtront le même sort ;
- fusion des **missions d'enregistrement** et des services de **publicité foncière** ;
- achèvement de la fusion **SIP/CDIF** en diluant totalement le savoir et savoir-faire des agents en charge des missions foncières ;
- le **contrôle fiscal** n'en aurait plus que le titre puisque l'administration tente d'imposer la notion de service aux entreprises, les **brigades de vérifications** sont clairement menacées ;
- Redécoupage des **missions dites de fonctions de supports** avec, pour l'illustrer, la mise en place des Centre de Service Ressources Humaines ; etc.

Nous évoquerons aussi **les 2000 nouvelles suppressions d'emplois et les 3000 vacances d'emplois** qui vont encore dégrader considérablement nos conditions de travail.

Enfin, nous préciserons que **l'opacité totale qui règne au sein des directions départementales** n'invite guère à l'optimisme quant aux annonces à venir !

**Dès lors, la CGT Finances Publiques ne peut se satisfaire d'une simple dénonciation de cette dévitalisation de notre réseau et d'une position *tiède* !**

**Toutes ces mesures néfastes pour nos missions vont *impacter* les agents.**

**Il est temps de passer à l'action et de nous faire entendre le 18 novembre 2014, journée de mobilisation de la Fonction Publique.**